

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-gangs-en-Amerique-Centrale-un-fleau-incontrolable>

Les gangs en Amérique Centrale, un fléau incontrôlable

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : mardi 30 mars 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Alejandro Blanca

Ciberoamerica.com, 14 de agosto 2003

[Leer en español](#)

I. Introduction

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/gif/doc-156.gif>] La prolifération des gangs pose un grave problème de sécurité au Salvador, au Nicaragua, au Honduras et au Guatemala. Ces derniers mois, les gangs ou maras en ont fait voir de toutes les couleurs aux autorités de ces pays, car on les tient pour responsables de l'accroissement alarmant des assassinats, des viols, des vols et des menaces typiques des gangs contre des citoyens de toutes les classes sociales. On affirme même que ces bandes de jeunes de 8 à 35 ans règnent sur de vastes zones urbaines de San Salvador, Managua, Tegucigalpa et Ciudad de Guatemala et d'autres métropoles de ces nations.

Devant cette situation, des campagnes ont été lancées dans chacun de ces pays pour combattre de telles bandes. Au Honduras, le président Ricardo Maduro a introduit à la Chambre Haute une initiative pour durcir les lois contre les gangs ; elle vient d'être approuvée. Au Salvador, le mandataire Francisco Flores a impulsé une loi similaire, également approuvée cette semaine par le Congrès. Au Guatemala, le gouvernement est en train de concevoir une réglementation semblable ; en attendant, les autorités locales prennent les devants et dans certaines localités de l'intérieur du pays, les maires et les chefs de la police ont uni leurs forces pour combattre les maras. Pendant ce temps, le Nicaragua cherche à approuver des lois similaires, bien que dans son cas les autorités aient instauré une coopération avec la société civile pour neutraliser les bandes.

Ces mesures, en particulier les lois approuvées au Honduras et au Salvador, ont été durement critiquées par les organisations de défense des droits humains. Les ONG signalent que, si les bandes posent effectivement un très grave problème de sécurité, elles ne sont pas la source de tous les maux dont souffrent ces pays, comme l'avait insinué à un certain moment le président hondurien Ricardo Maduro, et le renforcement des lois pourrait dériver en abus policiers.

De plus, ces organisations ont averti que les campagnes pourraient n'être que des formes de propagande, et non des initiatives réelles pour assurer la sécurité des citoyens et pour lancer des campagnes de réinsertion et de rééducation des jeunes délinquants.

Il existe deux versions pour expliquer le sens du nom de maras. L'une indique que mara est la contraction de « Marabunta », la fourmi guerrière qui se déplace en grand nombre et dévaste de larges zones de la forêt amazonienne. Cette acception serait due au fait qu'on identifie les mareros comme étant un groupe de jeunes qui a envahi le sud des États-Unis, s'est également propagé comme un fléau dans le sud du Mexique et dans les nations d'Amérique Centrale, et a pris un aspect destructeur. Selon la deuxième version, on parle de mara en l'honneur de la Vierge Marie.

Certains experts estiment que les gangs d'Amérique Centrale sont nés aux États-Unis et qu'ensuite les mareros expulsés auraient formé des bandes dans leurs pays, semblables à celles qui opèrent à Los Angeles et New York depuis les années soixante.

Les caractéristiques propres aux nations d'Amérique Centrale, pauvreté généralisée, anciens combattants des guerres civiles, corruptions institutionnelle et policière, ont introduit des éléments qui particularisent les bandes

locales. Par exemple, il existe de sérieux témoignages selon lesquels de nombreux mareros du Nicaragua, du Honduras, du Guatemala et surtout du Salvador auraient reçu une formation militaire.

I. Guatemala : protégés par l'impunité

Au Guatemala, selon d'anciens bandits et des officiers de police, le marero qui commet le crime le plus violent gagne le respect du groupe. C'est pourquoi il ne faut pas s'étonner que ces jeunes idolâtrent ceux qui sont tombés au combat, pendant qu'ils se réunissent périodiquement en petits groupes pour définir les stratégies de contrôle de leurs zones.

Les deux grands groupes de délinquants du Guatemala sont Mara Salvatrucha (MS) et Mara 18 (M18), qui ont leurs homologues à l'étranger, mais qui se subdivisent en petites bandes pour rendre plus opérationnel le contrôle des secteurs. Dans les rues, il y a eu de nombreuses confrontations entre les différentes maras, mais quand elles se font arrêter, elles se protègent mutuellement et font cause commune. Cette forme d'organisation leur donne de la force et assure qu'elles n'agissent pas sans ordre direct de leurs leaders, d'après ce qu'affirme Emilio Goubaud, du groupe Alliance pour la prévention du délit (Aprede). Tout le monde en voit les conséquences.

En prison, les mareros guatémaltèques se sont firent connaître par le massacre de Pavoncito, où le 24 décembre 2002 ils tuèrent 14 personnes en prison. L'histoire s'est répétée il y a quelques semaines au Centre de détention préventive de la Zone 18, par l'assassinat de sept autres accusés avec un haut niveau de violence et une extrême cruauté.

Dans les rues de Ciudad Quetzal, province de Sacatepéquez, les professeurs et 5400 élèves de 18 collèges vivent, travaillent et étudient sous la terreur des gangs qui dominent la ville dans les faits. La situation est devenue plus tendue après qu'en mars dernier les gangs aient menacé : « Les collèges qui fonctionnent, nous allons les attaquer. » Un professeur a avoué au quotidien local La Prensa Libre : « Nous ne pouvons pas donner cours tranquillement. Cela nous préoccupe, parce que personne ne se sent bien et que nous ne trouvons pas de solution. » A diverses occasions, l'inquiétude les a contraints à suspendre les cours.

Devant cette situation, le chef du 16^e commissariat de la ville, où se trouve la majorité des collèges menacés, a mis en oeuvre des opérations de surveillance : il a augmenté la force publique de 14 à 24 policiers, avec 4 patrouilles.

Le commandant Javier Alvarez assure qu'il y a six gangs à Ciudad Quetzal, principalement ceux qui se font appeler M-18 et Mara Salvatrucha, « dont les membres consomment de la drogue et portent des armes de tout type, des couteaux, des machettes et des bâtons, jusqu'aux escopettes artisanales et aux armes à feu de fabrication industrielle. » D'après les rapports du Commissariat 16, les bandits attaquent les passants et exigent l'« impôt sur la circulation aux chauffeurs des autobus. »

Malgré l'action de la police, les habitants de Ciudad Quetzal n'ont constaté aucun changement, et ils craignent encore plus les bandes, lesquelles ont juré de se venger des habitants pour avoir « fait du bruit. »

Le gouvernement d'Alfonso Portillo [\[1\]](#) prépare une loi pour faire face à ce problème. Mais en attendant, les autorités locales doivent chercher les moyens d'affronter et de neutraliser les délinquants. A Todos Santos Cuchumatán, Huehuetenango, les gens assurent que le problème des bandes les a obligés à s'organiser en comités de sécurité. Pour cette raison, ils se sont rendus à la Cour suprême de justice (CSJ) pour solliciter des juges leur autorisation afin d'éviter de commettre des abus d'autorité.

Le maire de Todos Santos, Julián Mandoza, a signalé qu'au moins 40 chefs de gangs opéraient dans cette commune, qu'ils poussaient à la délinquance et cherchaient à enrôler plus de jeunes de la localité. La sécurité est minimale : il y a seulement huit agents de police, quatre de jour et quatre de nuit. Un couvre-feu est décrété dans cette localité. A partir de neuf heures du soir, personne ne peut sortir de chez lui sans courir le risque d'aller en prison.

Mais cette mesure porte plutôt préjudice aux habitants.

Le directeur général de la Police nationale civile (PNC), Luis Arturo Paniagua, assure que plus de 200 maras opèrent au Guatemala, de là une recrudescence alarmante des assassinats, vols, viols, et autres délits. Paniagua assure qu'on vient de lancer dans le quartier de Villanueva, dans la capitale, un projet pilote auquel participe une police communautaire. Cette initiative consiste à permettre aux policiers d'entrer en contact avec les bandits et de les « convaincre » de ne pas commettre d'actes délictueux dans la zone. L'autre partie du projet vise au désarmement des bandes. Sur ce dernier point, l'officier a fait ce commentaire : « Nous faisons des efforts pour leur ôter toutes ces armes, car nous considérons qu'un pourcentage élevé des crimes a lieu lors d'affrontements entre les bandes. »

Les autorités locales et les organisations de voisins font la plus grande part des efforts destinés à freiner la délinquance. Mais l'intervention du gouvernement central dans cette affaire continue à manquer. Pour Carolina Vázquez, chroniqueuse de La Prensa du Guatemala, « la seule explication à cette prolifération d'assassinats, d'attaques, de vols, de viols et de désordre dans les transports, c'est simplement qu'il n'y a pas d'autorités capables de les freiner. Il est probable, au vu des choses, qu'elles ne se rendent même pas compte de ce qui arrive aux habitants. Il suffit de circuler dans les rues, les centres commerciaux et les routes pour se rendre compte que la ville est sans aucune protection. Dans cette situation extrême, il faudrait que les bandits soient des retardés mentaux pour ne pas en profiter. » Un doute surgit cependant : s'agit-il seulement, de la part des corps de sécurité, d'une incapacité à agir ou bien d'un refus délibéré d'agir ?

II. La Mara Salvatrucha prévient : « Nous allons contrôler tout le Salvador »

El Flaco n'y va pas par quatre chemins : « Nous sommes en colère contre le président (Francisco Flores), et nous prévenons le gouvernement : nous, les gangs, nous allons contrôler tout le Salvador. » Le délinquant de 22 ans est membre de la Mara Salvatrucha ; c'est ainsi qu'il a réagi au plan de sécurité que vient de lancer le gouvernement. Le 23 juillet dernier, le président Flores s'est rendu dans une zone contrôlée par les maras. Escorté par des unités spéciales de l'Armée et de la Police, Flores a annoncé l'opération « Mano Dura » (Main de fer, N.d.T.) pour arrêter les bandits et recouvrer une certaine tranquillité dans les quartiers périphériques et populaires. A ce jour, plus de 150 délinquants ont été arrêtés. Les communes où le plan est mis en oeuvre sont Soyapango, Apopa, San Salvador et Ciudad Delgado, dans le département de San Salvador, et dans la zone nord du département de La Libertad. Parmi les bandes les plus combattues, on trouve la Salvatrucha, M18, Mao Mao et Máquina. Mais la moitié des bandits ont été remis en liberté faute de preuves, surtout parce que les habitants ont peur de les dénoncer.

Dans une réforme de la loi qui fait partie du plan « Mano Dura », le seul fait d'appartenir aux maras est considéré comme un délit. De plus, il est stipulé que les mineurs, même âgés de douze ans, qui ont commis des crimes seront jugés comme des adultes, malgré les conventions internationales de protection de l'enfance et de la jeunesse signées par le Salvador. El Flaco dit que « c'est une saleté, cette loi, et je lui dis, au président, qu'il est fou. Comment pourront-ils capturer les 17 mille que nous sommes ? »

Flores accuse les maras de commettre au moins une centaine d'homicides par mois, mais ceux qui critiquent le gouvernement assurent que le mandataire omet le crime organisé et les autres mafias, tout aussi puissantes. Selon des statistiques extraites de l'enquête « Barrio Adentro » réalisée sous les auspices de l'Université centraméricaine (UCA) et de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), rien qu'au Salvador les membres des maras sont entre

30 mille et 35 mille jeunes.

Le Salvador compte 6,2 millions d'habitants, la densité de sa population est de 298 habitants au kilomètre carré. La pauvreté affecte 52 pour cent de la population. Le tableau social révèle que 82,9 pour cent des familles qui ont des jeunes dans les gangs vivent dans la pauvreté ; dans 72,7 pour cent d'entre elles, la mère est chef de famille. L'État, jusqu'à aujourd'hui, n'a pas de programmes spécifiques destinés à la jeunesse, ni à la prévention du phénomène des gangs. Dans la misère et la marginalisation, les adolescents n'ont pas d'autre choix de développement que ce qu'ils trouvent dans la rue.

Selon une étude de la Police nationale civile (PNC), les bandes du Salvador sont organisées en 309 groupes, les plus nombreux se trouvant à San Salvador, Usulután et La Libertad, avec 15 mille membres. On y entre dès l'âge de neuf ans. Le nombre des délinquants pourrait augmenter dans les prochains mois, car le gouvernement des États-Unis a prévenu qu'il expulserait tout jeune étranger qui serait condamné en tant que membre d'une bande pour un crime violent.

Daniel Kane, porte-parole de l'Office de l'Immigration et des Douanes (ICE en anglais), a déclaré à l'agence EFE : « Nous voulons adresser un message clair, sans équivoque, aux jeunes qui participent aux guerres entre bandes et à d'autres délits, parce qu'ils seront expulsés et n'auront pas le droit de revenir aux États-Unis même s'ils y ont de la famille. » Ces expulsions seront mises en application quel que soit le statut légal du jeune.

Bien que le phénomène des bandes ne soit pas nouveau aux États-Unis, les autorités sont préoccupées par les récents incidents violents enregistrés à Washington D.C. Dans la capitale des États-Unis, la guerre entre bandes latines, comme Vatos Locos, Mara R, 1-5 Amigos et Street Thug Criminals a causé quatre morts et un blessé grave ces deux dernières semaines.

Dans ce contexte, la nouvelle loi approuvée au Salvador stipule qu'un expulsé pourra être incarcéré dès son arrivée au pays si « on déduit de ses antécédents, de sa tenue ou de sa conduite, qu'il appartenait à une bande. » C'est cet aspect et d'autres semblables de ladite loi qui a fait du bruit parmi les activistes et les organismes des droits humains. L'une des premières personnes à dénoncer les procédés arbitraires fut Madame le Procureur pour la Défense des Droits de l'Homme, Beatrice de Carrillo, qui a affirmé que « les mesures récentes prises par le Président biaisent imprudemment le combat contre la délinquance qui présente des aspects très graves dans d'autres domaines : le crime organisé, la séquestration, le blanchiment d'argent, le commerce des drogues et la corruption sociale et institutionnelle qui salissent l'image du Salvador aux yeux du monde entier. »

Pour sa part, la directrice de Hommies Unidos, Silvia Beltrán, signale que, s'il est plus difficile de défendre des jeunes bandits que des paysans ou des gens qui ont été torturés, les droits de l'Homme ne discriminent personne.

Dans les deux cas, on s'en remet à l'Armée pour résoudre les problèmes sociaux, fait que l'on dénonce comme violation des droits civils. Pour Beltrán, le plan « Mano Dura » du gouvernement salvadorien est une action de propagande qui n'arrêtera pas la délinquance : « Le Président veut que les gens votent par peur aux prochaines élections, mais le Salvador vit dans la violence depuis longtemps et ce qu'il cherche, c'est qu'on respecte les droits civils. » Il ne servira à rien que « l'Armée, comme elle l'avait fait auparavant pour les guérilleros, monte maintenant dans les bus et exige des jeunes qu'ils soulèvent leurs tee-shirts. S'ils portent des tatouages, c'est suffisant pour les arrêter pendant 72 heures, même si l'on n'a pas ensuite de preuve qu'ils aient commis des actes incorrects. Le problème est plus complexe et nécessite des solutions plus créatives, dures, mais qui donnent des choix aux jeunes. » Hommies Unidos a été fondée en 1996 et se consacre à réduire le banditisme aux États-Unis et au Salvador au moyen de programmes de réinsertion sociale et de rééducation.

Pour sa part, Hugo Martínez, député du Front Farabundo Martí pour la Libération nationale (FMLN), propose de créer un cadre social, légal et politique intégré qui vise à éradiquer les maras, mais qui inclue l'éducation, des emplois pour les jeunes, et n'implique pas seulement la répression. En ce sens, le directeur pour l'Amérique Latine de Casa Alianza, Bruce Harris, qui consacre ses efforts à s'occuper des enfants et des jeunes de la rue, affirme que depuis plus de 10 ans, son institution traite avec les autorités gouvernementales d'Amérique Centrale, mais que ces dernières n'ont pas pris en considération les enfants et jeunes abandonnés. « La seule réponse des autorités a été la répression. Et après 10 ans de répression, que pouvons-nous attendre des mareros devenus grands ? Casa Alianza est tout à fait d'accord que les autorités jugent ceux qui violent la loi. Mais la loi ne peut être crédible que si elle est appliquée équitablement, y compris contre des assassins en uniforme, des politiciens corrompus et aussi contre les mareros assassins ou voleurs », a précisé Harris.

Malgré les difficultés à affronter le problème des bandes, des programmes réussis de réhabilitation ont fait leur apparition. Un exemple est celui du centre de réhabilitation « Dios al Rescate », initiative due à la famille Milla et à l'Église catholique. Ce centre héberge des dizaines de jeunes anciens bandits et a obtenu du travail pour 42 anciens mareros.

La tentation de vivre en tant que délinquant dans la rue est forte face au manque d'opportunités de recevoir une éducation et de trouver un emploi. Au Salvador, l'autre choix des adolescents est d'émigrer vers le Mexique et les États-Unis.

III. Des bandes de délinquants déclarent la guerre aux gouvernements du Honduras et du Nicaragua

La ville de San Pedro Sula, au Honduras, est contrôlée presque totalement par les bandes de délinquants armés de pistolets et de poignards. Les drogues et la mort y sont une affaire quotidienne. Dans cette ville, la quatrième d'Amérique latine en terme de violence, après Medellín, Cali et Caracas, opèrent quelques 36.000 délinquants.

Le président Ricardo Maduro a lancé un plan de sécurité qui a été approuvé à l'unanimité par le Congrès. La nouvelle loi est entrée en vigueur en août dernier et inflige une peine de 9 à 12 ans de prison et une amende pouvant s'élever à 12 mille dollars aux chefs de bandes, maras ou groupes qui s'associent pour agresser, endommager des biens, menacer de mort, extorquer ou commettre des actes délictueux contre la population. Aux membres de ces bandes, définies par le président Maduro comme « des entreprises criminelles qui nuisent à la jeunesse et terrorisent le Honduras », on inflige trois ans de prison. Le gouvernement a réagi contre les mareros aussi durement qu'au Salvador.

Récemment, le Ministre de la Sécurité, Oscar Alvarez, a affirmé à La Prensa du Honduras que « les leaders des maras sont réunis pour mener des actions contre certains fonctionnaires du gouvernement, dans l'intention de les dissuader de mettre la nouvelle disposition de la loi à exécution. » La guerre est déclarée.

Pour sa part, le directeur du Projet Victoria (PV, organisme qui participe à la réadaptation sociale des jeunes), Mario Fumero, a affirmé que « derrière les mareros on trouve les narcotrafiquants et les délinquants. » Fumero, pasteur évangélique, se consacre depuis 30 ans à la réhabilitation des délinquants et des alcooliques juvéniles. Le prêtre a affirmé qu'on pourrait bien considérer les gangs comme des bandes criminelles organisées, car « elles ont une structure à l'échelle de l'Amérique centrale et s'aident mutuellement pour affronter ce qu'elles qualifient de lutte de l'État contre elles-mêmes. Les mareros se sentent acculés, et il faut s'attendre à ce qu'ils réagissent violemment. »

Au Honduras opèrent plus de 500 groupes violents de la Mara Salvatrucha et de la M18, avec quelque 100 mille membres âgés de 8 à 35 ans. Selon le gouvernement, 77 pour cent des jeunes entrent dans les maras avant l'âge de 12 ans, à cause du chômage, de l'instabilité économique, de l'échec scolaire et du manque d'affection dans les

foyers détruits. Ils se consacrent au vol, au viol des femmes et au meurtre. Eux aussi, ils consomment et vendent de la cocaïne et de la marihuana. Ils contrôlent les quartiers populaires des principales villes du Honduras où la police n'entre pas. Ils font même payer les autobus qui circulent dans ces zones.

Dans un communiqué de presse, le Projet Victoria a fait savoir que devant la menace d'incarcération, des dizaines de bandits honduriens désertent les maras pour chercher refuge dans les centres de réhabilitation. Cette situation pose un autre problème, puisque selon l'organisme, ses installations n'ont pas la capacité d'héberger plus de jeunes.

A Tegucigalpa, il y a 100 foyers, et à San Pedro Sula 28. « Le plus terrible, c'est que beaucoup de ces garçons sont menacés de mort pour avoir déserté les maras auxquelles ils appartenaient. Nous voyons venir une crise terrible de l'assistance à laquelle nous ne sommes pas préparés, nous les ONG privées, ni même l'État », a prévenu l'organisation.

Dans ce contexte, l'Église catholique du Honduras a demandé un cessez-le-feu aux maras qui prennent part à la guerre de territoire à San Pedro Sula. L'idée est d'ouvrir un canal de communication avec elles. Pour atteindre cet objectif, Monseigneur Rómulo Emiliani, évêque auxiliaire de San Pedro Sula, s'est engagé à servir de médiateur entre les bandes et le gouvernement, lequel ils ont qualifié de complice d'une violence qui tient le pays à genoux. Cependant, les plus grands leaders des gangs qui opèrent dans cette ville sont établis aux États-Unis et sont les seuls à pouvoir ordonner un cessez-le-feu à leurs hommes.

Emiliana va bientôt voyager aux États-Unis pour demander aux chefs de bandes, qui se trouvent pour la plupart dans les prisons californiennes, qu'ils autorisent une trêve au Honduras pour tirer de la rue quelque 40 mille jeunes dans tout le pays, et quelque deux mille dans la ville. De plus, l'Église hondurienne dispose de programmes de réhabilitation qui ont connu du succès. Grâce à un programme appelé « Adiós tatuajes » (Adieu les tatouages) mis en place depuis 2000 à Chamelecón, environ 12 mille jeunes ont effacé les tatouages qu'ils portaient sur le corps, marque distinctive entre bandits, ce qui en pratique signifie leur retrait des bandes. Ce que l'on recherche, c'est réintégrer les jeunes dans la société et faire qu'ils aient une vie normale.

Le pari de la réinsertion sociale

Pour la population du quartier Cristo del Rosario, à Managua, c'est très clair : pour vaincre les bandes qui opèrent dans la zone, il faut plus de présence policière et un plus grand travail de coordination, parce que jusqu'à aujourd'hui, le programme de réinsertion sociale impulsé par la Police du District 2 de Managua n'a pas eu l'écho espéré parmi les maras.

Rosa Avilés Aguirre, membre du Comité de Prévention sociale du Délit (CPSD), a déclaré au quotidien La Prensa de Nicaragua que le travail de réinsertion a eu peu d'effets parmi ces bandes parce qu'il faut un plus grand effort de participation des pères de famille aux réunions organisées avec la police, plus de travail coercitif et une plus grande présence policière pour les contrôler. « Il est nécessaire que la police patrouille plus fréquemment dans les rues parce qu'on ne la voit pas quand ces bandes causent du désordre, à moins qu'il y ait des morts et des blessés », dit Avilés.

Grâce à l'oeuvre du Comité de Prévention sociale du Délit (CPSD), qui travaille dans le quartier de Cristo del Rosario, on a réussi à éloigner de la délinquance les jeunes et les adolescents qui formaient la bande des « Miami Boys », composée d'une cinquantaine de garçons, ce qui donne de l'espoir à ceux qui parient sur l'insertion sociale.

Dans ce pays, il y a au moins une soixantaine de milliers de bandits, qui opèrent surtout dans la capitale et forment environ 170 gangs. Au nombre de ces groupements on trouve les bandes de El Chilamate, « Los Gerber et Los

Sultanes », qui commettent assez fréquemment des vols et d'autres délits.

La Police nationale du Nicaragua a cherché à travailler avec la société civile pour neutraliser les bandes. On a ainsi constitué 123 comités sociaux de prévention des délits, on a tenu presque mille réunions avec les délinquants, on a organisé environ cinq mille rencontres entre les délinquants, leurs parents et les voisins. De plus, on a créé des clubs de jeunes, des équipes de football, des ateliers, et on les a aidés à obtenir un emploi et à continuer leurs études. Malgré de faibles ressources, Rosa Avilés Aguirre espère que cette stratégie portera ses fruits dans quelques années.

IV. La délinquance et le débat sur les droits humains

L'approbation des lois contre la criminalité au Honduras et au Salvador a ouvert un vif débat chez ceux qui préfèrent la main de fer et ceux qui préfèrent des stratégies de persuasion et de réhabilitation. Ainsi par exemple, Eduardo López Blandón, lecteur de El Salvador.com, a envoyé une lettre à ce quotidien dans laquelle il critique « les attitudes et les affirmations préoccupantes de Madame le Procureur des Droits de l'Homme, Beatrice de Carillo, qui s'inquiète du fait que la Constitution, les droits de l'enfance et Dieu sait quoi d'autre sont violés lors de la mise en oeuvre de plans comme celui de la « Mano Dura » du gouvernement contre les maras. Moi, au Procureur, je lui demande dans quel bus elle voyage pour se rendre chez elle ou à son travail, ce qu'elle fait quand des antisociaux la touchent et l'insultent pour la simple raison qu'elle n'a pas de monnaie à leur donner, dans quelle école publique ses filles font leurs études, si elle reste à supplier Dieu chaque fois qu'elle les envoie étudier, combien elle paie de droit d'entrée dans son quartier aux maras qui le tiennent sous contrôle. »

Et Blandón d'ajouter : « Non, Madame, au cas où vous ne le sauriez pas, nous, Salvadoriens, nous sommes en majorité travailleurs, honnêtes, et nous voulons seulement voir nos enfants et nos frères vivre dans un environnement propre et sûr, loin des problèmes des bandes dont vous vous préoccupez tant. Vous devriez, à mon avis, collaborer à la résolution du problème, parce que si vous ne savez pas la différence entre les vrais Salvadoriens et les mareros, et si vous préférez plaider pour les droits de ces derniers, à mon avis vous devriez renoncer à votre charge. »

Pour La Prensa du Honduras, en revanche, on doit faire comme à Los Angeles et à New York, où la violence des bandes s'est considérablement réduite. « Comment est-on parvenu à ce succès ? », se demande-t-elle dans un éditorial récent. « A la base, les autorités de ces deux villes, les plus grandes des États-Unis, ont combiné de manière équilibrée les actions conçues pour renverser cette tendance destructrice qui rongait le tissu social. »

L'éditorial continue : « Les États-Unis ne se sont pas engagés dans une vive controverse sur la question de savoir si la voie pour en finir avec les bandes était la répression ou au contraire la rééducation fondée sur des valeurs morales, éthiques et spirituelles. La police a réalisé son travail de manière exhaustive, en capturant et en conduisant devant les tribunaux les mareros, tandis que la société, les églises et les groupes des droits civils, simultanément et sans attaquer l'autorité, organisaient leurs programmes de formation. La Cour Suprême de Justice et les tribunaux mineurs de ce pays ne permettent à personne, que l'on vienne du bureau d'une agence multilatérale liée à l'ONU ou de quelque chose de semblable, de leur dire comment garantir l'autorité de la loi. Si nous voulons résoudre ce syndrome, qui est social, éthique, spirituel et juridique, il faut mettre en syntonie tous les segments de la société. Mais avant toute chose, il faut assurer que quiconque commet un délit sera puni. C'est là le premier pas. La réinsertion sociale, comme on l'appelle maintenant, viendra par surcroît. »

Cependant, dans des pays dont les corps de police sont corrompus et qui ont une longue histoire de violations des droits de l'homme, l'application de la loi de la main dure suscite plus de soupçons et de craintes que de présages favorables.

Traduction de l'espagnol : Hapifil, pour [RISAL](#).

[1] Note du traducteur : cet article a été écrit en septembre 2003. Depuis lors ont eu lieu les élections présidentielles qui ont consacré la victoire d'Oscar Berger et la défaite du FRG du Président Portillo